Le Conseil,

Vu le rapport du 10 mai 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre du programme d'aménagement d'ensemble (PAE) du vallon des Vosges à Fontaines Saint Martin, il convient d'entreprendre le réaménagement du ruisseau des Vosges (3° tranche) sur une longueur de 550 mètres située à l'amont du confluent avec la Saône.

Les travaux auront essentiellement pour but d'éviter les crues du ruisseau consécutives aux gros orages estivaux, notamment, et au prolongement du parcours pour piétons déjà réalisé à Fontaines Saint Martin centre, parcours qui, à terme, joindra la rive gauche de la Saône au plateau de la Dombes.

Devraient être réalisés :

- le terrassement pour l'élargissement et le creusement du lit du ruisseau,
- la stabilisation des berges soit par ouvrages cloués, soit par plantations aquaphiles,
- la réalisation d'un parcours pour piétons (valant trottoir) tant sur la berge qu'en encorbellement par passerelle bois.

Le maître d'oeuvre, la société INGETUD, a arrêté le montant estimatif des travaux à la somme de 3 117 510 F TTC, répartie en deux lots distincts :

- lot n° 1 : génie civil,
- lot n° 2 : aménagements hydrauliques et paysagers.

Les travaux pourraient être dévolus dans le cadre d'un appel d'offres ouvert par lots séparés, conformément aux dispositions des articles 295 et 296 à 298 du code des marchés publics.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné un avis favorable quant à la mise en oeuvre de cette procédure ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu lesdits dossiers de consultation des entrepreneurs et détails estimatifs ;

Vu les articles 295 et 296 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve les détails estimatifs et dossiers de consultation des entrepreneurs.

2° - Décide que :

a) - les travaux seront dévolus ultérieurement par voie d'appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des articles 295 et 296 à 298 du code des marchés publics,

b) - les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Autorise monsieur le président à signer les marchés et tous les actes contractuels y afférents dans la limite des crédits budgétaires affectés à l'opération.

4° - La dépense correspondante sera imputée sur les crédits inscrits au budget principal de la communauté urbaine de Lyon - exercice 1999 - compte 231 510 - fonction 653 - opération 0066.'

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,